

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
22 novembre 2007
N° 2004
1,22 €

Des Bêtes et des Hommes



Euskal Herria Bai

Euskal Herria Bai

accord pour les cantonales





Réconciliation

S'EXPRIMANT à la tribune du colloque solidarité côte/intérieur organisé par Hemen à la CCI de Bayonne, le président du Conseil général a appelé de ses vœux l'entente des deux syndicats agricoles pour réconcilier l'agriculture industrielle défendue par l'un et l'agriculture de qualité promue par l'autre en Pays Basque. Le distinguo n'a échappé à personne: en réservant le label de qualité au modèle prôné par ELB, Jean Jacques Lasserre a, sans doute bien involontairement, renvoyé le modèle productiviste industrialisé soutenu par la FNSEA à son image de pollueur et de destructeur de nature dont il aimerait bien se débarrasser. Mais là n'est pas l'essentiel.

En prononçant ces paroles, l'ancien président de Lur Berrri avait-il à l'esprit le rapprochement des frères ennemis pour la gestion de l'AOC Ossau Irati? On se souvient que pour les élections aux instances gouvernantes de l'AOC, la FDSEA n'avait pas hésité à s'opposer démagogiquement à la révision du cahier des charges dans le sens d'une production davantage axée sur la qualité que sur la quantité, démarche validée par l'Institut national des appellations d'origine. Nul n'a oublié le report complaisant de la signature ministérielle jusqu'au lendemain de ces élections. Le récent rapprochement n'a été rendu possible que par l'acceptation par la FDSEA de l'essentiel des dispositions du nouveau cahier de charges avec quelques aménagements marginaux des délais d'adaptation. Les faits sont têtus, disait Lénine: la fédération pouvait difficilement aller à l'encontre de la tendance, commune à toutes les AOC, privilégiant un resserrement des critères de qualité, en phase avec les attentes des consommateurs.

Est-ce à dire que Jean Jacques Lasserre s'est laissé convaincre que la survie du modèle agricole du Pays Basque passe par une recherche de la qualité, l'organisation de circuits courts pour rapprocher producteurs et consommateurs? On aimerait le croire mais on en doute. Son attachement aux options de la FNSEA dont il est issu

et grâce à laquelle il a réussi la carrière politique qui est la sienne, est évident. Sa position floue sur les OGM, l'usine d'agro carburants en construction à Lacq en témoignent. Véritable aberration en termes de rendement énergétique, cache-sexe d'une agriculture productiviste peu regardante sur les méthodes de production, l'usine, promue débouché d'avenir par les maïsiculteurs de la FDSEA, reçoit le soutien affiché de l'assemblée départementale.

Dans le même temps, c'est à une véritable guerre d'usure que le président de l'exécutif départemental se livre contre Laborantza Ganbara, activant en permanence relais administratifs, syndicaux ou patronaux, pour faire capoter demandes de subventions ou dossiers d'études déposés par la chambre d'agriculture alternative. Dans un numéro, particulièrement soigné, de duettistes avec le président de la Chambre d'agriculture paloise, il s'évertue à contrecarrer l'action exemplaire —le succès de Lurrama 2007 en témoigne— de Laborantza Ganbara.

Alors, oui, on aimerait prendre le président du Conseil général au mot: vous déclarez souhaiter promouvoir aussi une agriculture de qualité, alors œuvrez pour que l'agriculture basque préserve ses spécificités, portez autant d'attention à la démarche de Laborantza Ganbara en faveur d'une agriculture paysanne et familiale pour maintenir un tissu rural vivant, qu'à celle d'un syndicat défenseur du toujours plus et toujours plus gros qui vide les campagnes et fragilise les territoires, faites en sorte, pour commencer, que cesse le harcèlement permanent mené par les pouvoirs publics à l'encontre d'une structure que les autorités ne veulent pas reconnaître mais que les citoyens de ce pays ont depuis longtemps légitimée, prenez des initiatives pour que s'instaure enfin un dialogue dépassionné et responsable avec des gens dont les options, vous le sentez bien, sont porteuses d'avenir. Ce serait-là faire œuvre concrète en faveur de la (ré)conciliation souhaitée.

Euskal Herrian... tinkaketak !

AZKEN egun hauetan, herri batzuetako bide seinale guziak tindatuak izan dira. Herri horietako bide seinaleen berezitasuna zelarik elebidunak izaita. Bide seinaleak frantses hutsez zirelarik, aise ulertzen ziren tinkaketan adierazgarri horiek. Laster, lehen ondorioa, herri gehienetako sartzetako panoak elebidunak bilakatu ziren. Lehenik modu berezian, frantses izena lehenik eta euskarazkoa ondotik, zenbait metro urrunago, lehena ofizial itxura batekin, bigarena gorri ta berdez, gehiago folklore moduan. Emeki-emeki bi bide seinaleak hurbildu ziren. Eta gaur egun leku gehienetan, taula berean irakurtzen ahal dira frantses eta euskarazko Iparraldeko herrien izenak. Kolore beretan. Letra beretan. Ofizial forma berean. Ondotik, beste herri batzuetan, kostaldeko herri zabaletan ere, norabide guziak euskaldunak izan ziren.

Herri batzuek segitu zuten karriken izenak euskararatu. Denbora berean beste herri zenbaitzuetan, frantsesa gelditzen zelarik bide seinaleetako hizkuntz bakarra. Herri horietan tinkaketek segitu zuten. Argumentua erretxa zen: tinkaketak saihesteko, ezar bide seinale elebidunak. Emeki-emeki elebitasuna hasi da sartzan herrietan. Urrats hori denetan irabazi aitzin, batzuek erabaki dute norabide elebidunetan frantses parteak gordetzea. Zein da mezua? Zer ulertu behar da? Euskara izan behar dela Euskal Herriko hizkuntz bakarra? Iparraldean frantses mintzairak ez duela lekurik? Elebitasuna baztertu behar dela? Koofizialtasunak ez duela lekurik?

Euskara izan behar dela Euskal Herriko hizkuntz ofizial bakarra?

Zer opari ederra, beren herrietan euskararik ez zutenentzat: «ikus, bide seinaleak, norabideak, elebidunak edo frantses hutsez izan, berdin tindatuak dira zergatik dirua xahutu horien berritzen?». Zer ulertu beharko du euskaraz ez dakien gizarte-ko parteak? Nahi badute Euskal Herrian egon, Euskal Herrian bizi, Euskal Herrian lan egin: euskara ikas, euskaraz mintza. Zer opari ederra, eten gabe, abertzaleen kontra ari direnei: «ikus zer motako gizartea nahi duten, ikus beren irekidura, ikus ezker abertzaletasunaren eta nazionalismoaren desberdintasunak». Zein hitz ibiliko genuen salatzeke, norbait tek tindatu balitu norabide elebidun tauletako euskal zatiak? Zer salatzen dute bi hizkuntzetako bide seinaleak fundituz? Gauzak ez direla aski laster aitzinatzen? Pentsatzen dute behar bada ekintza horiekin lasterrago egingo direla gauzak. Zergatik lehenik hautsi egina izan dena? Zergatik lehen lorpenak, ttipiak izanik ere, desegin lehen lehenik? Zergatik euskara ikusten den lekuak zikindu lehenik? Zergatik ez salatu euskararen eskasa geltokietan, aireportuan, kiroldegietan, zinema geletan, bankuetan, saltokietan, supermerkatuetan, France3 Euskal Herri telebista katean, irrati guzietan? Zer pentsatzen dute, adibide hoberena dela leku horiek ere elebiduntzeko? Zer pentsatzen dute, jende gehiago hurbilduko dela gau eskoletara, ikastoletara, euskara ikastera, bide bazterretako frantses hitz guziak gordetuz? Pario ausarta!



Sur l'EPFL et l'interview d'Arnaud Portier

... et réjouit qu'Arnold Schwarzenegger, gouverneur républicain de Californie, porte plainte contre l'administration fédérale du non moins républicain Bush, pour la forcer à approuver les règles plus strictes sur les émissions de gaz polluants qu'il a fait voter dans son état. Pour une fois Terminator a raison.

... pas tant que ça de l'article ordurier sur les Basques et l'euskara publié par *le Wall Street Journal*, propriété du magnat australien de la presse poubelle Rupert Murdoch, dont Aznar est membre du conseil d'administration. A New York comme à Bruxelles le petit moustachu à la frange gominée continue à déverser sa haine des Basques.

... pas tant que ça de l'empressement de Zapatero à prendre la défense d'Aznar traité de fasciste par le bouillant Chavez, lors du sommet des chefs d'Etat ibéro-américains au Chili. Le Vénézuélien en était tout retourné, lui qui pensait que Zapatero était de gauche et appuierait sa diatribe. Ca lui apprendra à confondre Zapata et Zapatero...

... et réjouit que le même Chavez, sermonné par le Roi d'Espagne pour avoir interrompu Zapatero, ait profité de la conférence de presse suivant le sommet pour rappeler à Juan Carlos «qu'il est roi par la grâce du caudillo», alors que lui a été élu par le peuple à trois reprises. Lorsqu'il colonisait l'Amérique le Roi d'Espagne se demandait si les Indiens avaient une âme. Maintenant il sait qu'ils ont au moins une langue!

Et réjouit du pied de nez des deux derniers poilus refusant les obsèques nationales et le Panthéon que le gouvernement avait prévus pour le dernier survivant. «C'est un affront fait à tous les autres, morts sans avoir eu les honneurs qu'ils méritaient. Ils se sont battus comme moi, ils avaient droit à un geste» a déclaré Lazare Ponticelli. A 110 ans, Lazare n'a pas la mémoire courte.

Et réjouit deux fois des propos de l'autre survivant, Louis de Cazenave, également âgé de 110 ans, revenu de la boucherie de 14-18 pacifiste convaincu, traitant honneurs et médailles de «fumisterie», et rétorquant à la proposition de légion d'honneur: «Ils peuvent se l'accrocher quelque part. Certains de mes camarades n'ont même pas eu droit à une croix de bois». Cheveux blancs mais langage vert, cet homme-là est un Louis d'or et mérite, tout comme Lazare, la médaille de l'humanité.

... de la présence de Jean-Pierre Voisin, responsable de la Ligue des droits de l'homme, sur la liste des anti-basques enrégés Espilondo-Mondorge pour les municipales anglaises. Pour Jean-Pierre, les droits linguistiques et identitaires du peuple basque ne voisinent sans doute pas avec les droits de l'homme.

La semaine dernière, *Enbata* publiait une interview d'Arnaud Portier, directeur de l'Établissement public foncier du Pays Basque, plus communément appelé par les amateurs de sigles compliqués «EPFL». Le comité de censure de notre hebdomadaire préféré m'a alors proposé de consacrer ma présente chronique au commentaire de cette interview, cela lui permettant par la même occasion de m'empêcher de radoter une fois encore sur l'histoire injustement méconnue du Pays Basque, ou de me perdre dans les méandres de mes rêveries aintzanesques.



Un outil longtemps attendu

Ce cher Arnaud Portier, probablement aussi brillant mais assurément moins émoustillant à mes yeux que la charmante députée gipuzcoanne, me ramène donc à des considérations plus politiques. Il est à la tête d'un outil dont le Pays Basque Nord avait besoin depuis longtemps. Dès l'an 2000, lorsque AB rendit public son projet politique, il fit figurer la proposition d'un «outil intercommunal d'aménagement et de gestion foncière», qui n'était pas exactement un EPFL mais dont l'esprit était similaire. En effet, il fallait permettre de dépasser les faiblesses (voire les égoïsmes) communaux pour mutualiser les moyens afin de récupérer et conserver la propriété du sol en vue de produire du logement accessible à tous. L'EPFL a donc été créé, la présentation de son fonctionnement et de ses buts par son directeur est assez claire pour que je n'aie la prétention d'y ajouter quoi que ce soit. Je sous-cris totalement à l'esprit de ses propos dans cette interview, mais je ne peux m'empêcher de souligner quelques limites importantes.

Des limites regrettables

La première limite, qu'AB avait

Peio Etcheverry-Ainchart

pointée dès la création de l'EPFL, concerne son périmètre. Si l'on accepte l'argument selon lequel l'adhésion des communes peut être individuelle et donc qu'à terme les 159 communes du Pays Basque Nord pourraient être membres de l'EPFL, l'on ne peut s'empêcher de penser que le mode de création de cet outil s'est bien soucié de noyer toute reconnaissance territoriale d'Iparralde. Cela est en totale contradiction avec les préconisations faites dès 1996 par le Conseil de développement en termes de gestion de l'aménagement du territoire, ce qui pose à nouveau la question de l'application concrète des remarquables travaux de cet organisme, voire celle de son rôle de plus en plus évident de faire-valoir. Par contre Arnaud Portier souligne une limite importante de l'extension du périmètre de l'EPFL en Pays Basque intérieur, c'est l'absence d'outils intercommunaux de cohérence territoriale en Basse-Navarre et en Soule. Ce manque est un vrai drame pour l'aménagement de ce territoire qui commence à constater l'extension des logiques spéculatives en matière de foncier, et les dangers qu'elles font peser sur les équilibres socio-économiques locaux, en particulier sur la survie de l'activité agricole. La convention avec la SAFER, qui est une bonne chose, ne le compense pas. Les leçons du retard pris sur la côte lorsque les prix avaient commencé à monter à la fin de la dernière décennie, et de la difficulté actuelle de la rattraper, tardent à être entendues, même si les choses avancent apparemment plus vite qu'en Haute-Savoie aux dires d'Arnaud Portier: il faut au moins un SCOT Pays Basque intérieur.

La seconde limite est le manque de moyens financiers de l'EPFL. Pour l'instant il semble que rien ne presse, mais en réalité il me semble que si le nombre de sollicitations des communes en vue de la récupération de la maîtrise de leur sol en vue de créer du logement social était à la hauteur des besoins, les 7 millions annuels et les moyens humains de l'établissement seraient largement insuffisants. À ce titre d'ailleurs il me paraît significatif qu'il n'y ait qu'un seul salarié après presque deux ans d'existence, en outre également chargé

en théorie d'ingénierie et de conseil, alors que les besoins justifieraient tout autre chose... Significative aussi la proportion de privés sollicitant l'EPFL par rapport à celle des communes. Là réside la troisième limite: ce n'est pas la création d'un outil qui changera quoi que ce soit si ceux qui doivent l'utiliser n'en ont pas la volonté. Chaque élu pourra avancer le fait que telle ou telle opération a été réalisée, et que le voisin n'en a pas fait autant. Sauf qu'on ne demande pas aux maires de faire moins mal que les autres, on leur demande de faire mieux! AB n'est pas de ceux qui disent que rien n'est fait, mais soutiendra jusqu'à ce que preuve du contraire lui en soit apportée qu'il n'est pas fait assez, en plus d'être fait trop tard.

Ne pas se tromper de cible

Tout ceci m'amène à ma conclusion. Moi qui ai rencontré Arnaud Portier, je sais la qualité du technicien et sa volonté de bien faire. Il a ma confiance totale et tout mon soutien. AB réclamait un tel outil dès 2000, en a fait approuver la revendication à plus d'une centaine d'acteurs du logement en 2002 à Biarritz. Il ne compte pas aujourd'hui cracher dans la soupe et se féliciter de sa création, malgré ses limites. En tant qu'abertzale l'on pourra évidemment regretter le fait qu'une institution spécifique au Pays Basque ne soit pas là pour faire encore plus ou encore mieux, mais personnellement je ne compte pas laisser tout le foncier d'Euskal Herria se revendre 10 fois en attendant l'autonomie ou l'indépendance. On l'a dit, cet outil était nécessaire et c'est un bon outil, tout dépend maintenant de l'utilisation qu'on en fait. C'est au niveau des décideurs qu'il faut agir. À ce titre je me plais à rappeler tout à la fois le mot du président de EPFL Philippe Juzan lors de sa création, «il sera ce que voudront les élus», et le fait que la commune dont il est adjoint à l'urbanisme, Saint-Jean-de-Luz, n'a toujours pas déposé de dossier à l'EPFL alors qu'elle plafonne à 14% de logements sociaux. C'est au président à montrer l'exemple, me semble-t-il... Mars 2008 sera à ce titre un enjeu de taille, car notre ami Arnaud peut s'attendre à avoir davantage de travail si les abertzale prennent les commandes. À bon entendeur Arnaud!

Exposition Bêtes et Hommes : avec

Nous incluons les animaux dans le souci que nous avons de notre propre survie. Aujourd'hui, nous éprouvons un sentiment profond de la mise en danger du vivant. Cette préoccupation touche autant les citoyens que les ruraux. Une surprenante exposition fait grand bruit à Paris sous la Grande halle de La Villette. Elle interroge les relations des humains aux animaux, question de société de première importance. De quoi donner des idées pour les prochaines éditions de Lurrama dont promoteurs et visiteurs sont impliqués dans l'inquiétude sourde des humains face aux limites et souvent au désastre du rêve cartésien qui voulait « nous rendre comme maître et possesseur de la nature ».

AL'ENTREE de l'exposition, premier choc: sur un immense écran, une vache rumine dans le long plan fixe d'un cinéaste. « Sa vachéité surpasse à ce point notre humanité, il y eut une telle tension dans l'instant où nos regards se croisèrent que je me sentis confus en tant qu'homme, en tant que membre de l'espèce humaine », commente Witold Gombrowicz dans son journal, cité à propos du face à face qu'il eut un jour avec cet animal. À partir de cette altérité mêlée d'inquiétante étrangeté et dans ces anciens abattoirs de La Villette où tant d'animaux périssent pour nous nourrir, « Bêtes et hommes » propose un grand voyage, un parcours sur les rapports entre elles et nous et pose sans détour la question d'un monde commun. Différents des hommes, les animaux sont aussi et surtout étrangers à nous. Comment perçoivent-ils leur milieu environnant? En se gardant de nos représentations, comment essayer de pénétrer et comprendre le monde animal? De l'amour immodéré porté aux animaux de compagnie ou élevés en zoo, à l'industrialisation tout aussi immodérée d'un élevage qui réduit veaux, vaches, cochons, couvées à des machines à lait ou à viande, à des protéines sur pattes, nous voici placés face à nos contradictions et nos dilemmes. Que reste-t-il du monde sauvage si les seules lieux de survie possibles pour les espèces menacées sont les réserves? Si en voulant sauver les ours ou les vautours ici, les girafes ou les éléphants là-bas, les bergers disparaissent, les populations locales perdent leurs moyens de survie, qu'aurons-nous gagné?

Ils nous enseignent, nous parlent, nous transforment
Les animaux nous enseignent, les ani-

maux nous parlent, les animaux nous transforment. Encore faut-il faire l'effort de les écouter, de les entendre. La nécessité de repenser le lien entre l'animal et l'homme est un des fils conducteurs de cette exposition. Il se déroule au travers de toute une série de séquences qui font appel aussi bien aux chimpanzés qu'au chien d'aveugle, à l'animal de cirque, aux insectes, à l'animal de compagnie, à la loutre ou aux animaux d'élevage. Ceux-ci occupent une place de choix avec en particulier un couloir fait d'une quinzaine d'écrans de télévision: à gauche une série d'images en boucle filmées dans un élevage industriel de porcs, tous en batterie, de l'insémination artificielle à l'abattoir en passant par les antibiotiques et les anabolisants, sorte de version porcine du camp de concentration puis d'extermination nazie. Sur les écrans de droite, un élevage de 350 cochons sur plusieurs dizaines d'hectares en Mayenne, au pays des cachons heureux en somme, où bêtes et hommes « travaillent » ensemble. Pas de commentaire, les grands discours sont inutiles, le visiteur même le plus fermé à ces questions, comprend immédiatement. Car la pédagogie de ce parcours d'exposition est une de ses qualités majeures. Il peut être lu comme un voyage philosophique de haut vol sur l'humaine condition, mais les enfants peuvent parfaitement le traverser et en faire leur miel. Et « Bêtes et hommes » n'évite pas la question au cœur du métier d'éleveur: pourquoi vivre avec les bêtes, comment les aimer, pour finalement les tuer?

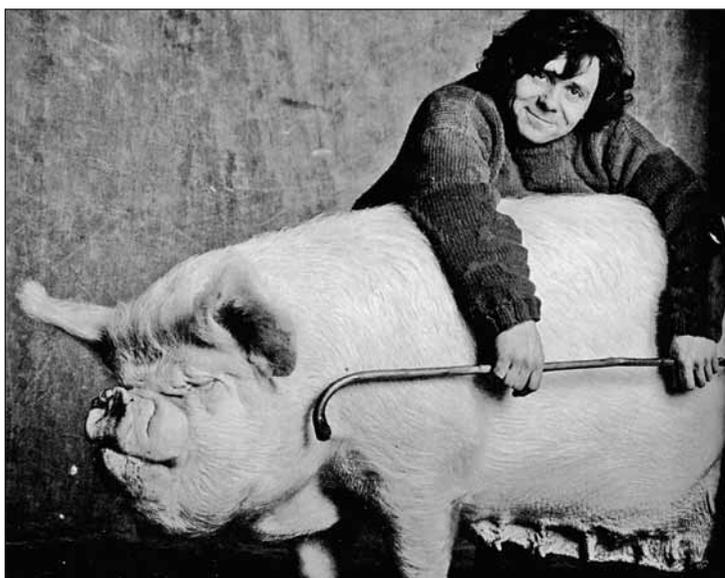
Ceux qui font équipe avec les animaux

Élever et produire, ce n'est pas du tout la même chose. On élève des enfants et des animaux; on produit des voitures et des chaussures. Qui paie le prix d'un mauvais jambon vendu bon marché? La

salariée d'un élevage industriel, dépassée par la violence de sa relation aux animaux; l'éleveur dont tout le troupeau a été abattu. « 95% des 26 millions de porcs abattus en France chaque année sortent des systèmes industriels. Si nous voulons freiner la souffrance des éleveurs et des animaux, une solution serait de faire baisser la consommation. C'est notre acte d'achat qui conditionne l'élevage », commente Jocelyne Porcher, chargée de recherche à l'INRA. Sous un angle inédit, en considérant l'animal par lui-même — un être vivant à part entière — et non pour ce que ses représentations symboliques disent de l'homme, l'exposition montre comment à travers des pratiques concrètes, humains et animaux se sont mutuellement transformés. Les découvertes les plus récentes de l'éthologie révèlent des compétences jusque là attribuées aux seuls humains. Les savoirs non scientifiques de ceux qui « font équipe » avec les animaux, éleveurs, bergers, soigneurs, propriétaires d'animaux domestiques, signalent des aptitudes inattendues. À partir de situations singulières qui toutes associent un humain et un animal, « Bêtes et hommes » propose une autre façon de penser le vivant, en questionnant sa place dans la société actuelle, pour rendre possible une cohabitation dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Vaches et langues

Le visiteur basque appréciera la façon dont « Bêtes et hommes » aborde la question de la réimplantation de l'ours dans les Pyrénées, les difficultés que pose aujourd'hui la présence des vautours dans nos montagnes, ou encore le témoignage d'un agriculteur sur la modification radicale du paysage suite au remembrement et la modification considérable que cela a entraîné, aussi bien pour les animaux sauvages que pour



Little Pudding, porc Middle White présenté par John Hurford (photo de Yann Arthus-Bertrand)

Jocelyne Porcher

Chargée de recherche à l'INRA-SAD (Sciences pour l'action)

« **M**OI, je crois que si les animaux parlaient, on se ferait engueuler tous les jours ». Ce triste constat est celui d'une travailleuse en systèmes industriels porcins; quelques mots de regrets, à moi à peine adressés, prononcés le regard perdu derrière la fenêtre, alors qu'entre chien et loup, les choses de la vie ordinaire se transforment en ombres. Cette engueulade hypothétique et pourtant quotidiennement vécue, est cause de souffrance pour de nombreux travailleurs. Mais pourquoi et de quoi souffrir? Après tout, les animaux ne parlent pas. Pourquoi engueuleraient-ils les travailleurs et de quel droit? Et en quoi ce qu'ils pour-

raient dire nous affecterait-il? Ne sommes-nous pas seuls maîtres à bord? Cette petite phrase embêtée donne beaucoup à penser sur la relation de travail entre humains et animaux en élevage. Les animaux ont un pouvoir de jugement sur le travail parce qu'ils sont impliqués dans le travail. Ils collaborent au travail et sans cette collaboration, aucun éleveur ne pourrait travailler. Mais peut-on dire que les vaches collaborent au travail en produisant du lait? Que les porcs collaborent au travail en passant de 1,5kg à 110 kg en six mois? Ce serait mal poser la question que de l'énoncer ainsi. Car ce qui est en jeu dans le travail avec les animaux de leur point de vue, ce

Fac de Bayonne

Qui se cache derrière le RED ?

Manu Robles-Arangiz Fundazioak jarraian doan testoa, trakta elebidun baten bidez zabaldu du Baionako Unibertsitatean.



Depuis quelques temps un nouveau groupe est présent sur la faculté de Bayonne : le RED (Rassemblement des Etudiants de Droite). Il revendique une vingtaine de membres sur le campus local et est mené par Thomas Fontana (voir plus loin). Mis à part quelques collages d'autocollants "anti-gauchistes" et "anti-syndicalistes", le RED s'est surtout manifesté récemment par son soutien affirmé à la loi Pécresse (ou loi LRU) et son hostilité farouche aux mouvements de grève et de blocage dans les facs.

Les médias locaux ont présenté à cette occasion le RED comme s'il s'agissait d'une organisation classique, un syndicat de droite, attaché à la légitimité parlementaire de la loi etc. Or il n'en n'est rien : le RED est bel et bien une organisation d'extrême-droite pure et dure, aux références et relations fascistes et néo-nazies classiques.

Les étudiant(e)s de Bayonne qui y ont adhéré ou qui seraient tentés de l'appuyer, ainsi que la population locale qui en a entendu parler cette semaine comme d'une banale organisation étudiante appuyant la loi Pécresse, doivent pouvoir être informés en toute clarté sur cette réalité.

Le RED : une organisation clairement identifiable

Le RED naît à Paris sur Assas, après la disparition du GUD, regroupement d'étudiants fascistes particulièrement violents et très actifs dans les années 70-90. Les paramètres basiques sont les mêmes : forme et codes symboliques de type gauchistes (le nom même de RED est un clin d'oeil à la symbologie Redskin et extrême-gauche) pour des contenus clairement d'extrême-droite et haineux et des pratiques de provocation violente et d'agression systématique.

Le Manifeste du RED énumère un certain nombre de valeurs qui situent bien sa base idéologique : contre "l'idéologie égalitariste", "confrontés à la perte d'identité des facultés françaises, nous refusons l'intrusion militante de cultures étrangères à l'Université", "la France est riche de plusieurs millénaires de civilisation pagano-chrétienne, c'est la raison pour laquelle il nous faut préserver, à travers l'éducation donnée à notre jeunesse ce qui fait la base même de notre patrimoine commun".



*"Se présentant comme un syndicat de droite
attaché à la légitimité parlementaire de la loi,
le RED est bel et bien une organisation d'extrême-droite
aux références et relations néo-nazies classiques."*



La référence à la "civilisation pagano-chrétienne" est une synthèse révélatrice de la composition du RED : alliance de militants de type néo-nazi aux références païennes et aryennes (la partie "pagano") et de militants de l'extrême-droite de type monarchiste et chrétienne intégriste (la partie "chrétienne").

Activisme d'extrême-droite

Les actions et manifestations du RED alternent systématiquement sur ces deux registres : perturbation d'une conférence de Simone Veil sur le droit à l'avortement en février 2004, action anti-homosexuels durant le salon Rainbow Attitude Expo en octobre 2005, rassemblement de militants casqués et équipés de matraques contre les étudiants anti-CPE en mars 2006...

Hommages aux fascistes et aux collaborateurs nazis

Cette année, le rassemblement qu'a organisé le RED le 6 février dernier (avec une autre organisation appelée le Renouveau Français) est on ne peut plus clair : il s'agissait d'un hommage aux militants fascistes et monarchistes tués lors de la manifestation anti-parlementaire du 6 février 1934.

Cela fait donc sourire d'entendre le porte-parole bayonnais du RED "insister sur la légitimité de la loi, votée par le Parlement" auprès des médias locaux alors que son organisation s'affiche résolument du côté des Ligues anti-parlementaires de 1934.

Le même RED a, toujours ce 6 février 2007, rendu solennellement hommage (rassemblement, prise de parole et dépôt de gerbe) au collaborateur Robert Brasillach, rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Je suis partout".

Un tel double hommage public, réalisé et revendiqué fièrement par le RED auprès de ses militants, démontre sans ambiguïté possible la réelle nature de cette organisation. Il convient pour tous et toutes d'en tirer les leçons qui s'imposent. Les membres du RED sont bien adhérents d'une organisation clairement fasciste, et son porte-parole bayonnais ne peut prétendre être le dirigeant local d'une simple organisation de droite, voire de "droite patriotique".

Ils remplissent tous une mission bien précise, rédigée noir sur blanc dans le Manifeste du RED : "Créer un espace politique pour nos idées à l'université".

Fondation Manu Robles-Arangiz

(Le texte ci-dessus et ainsi que le suivant sont extraits du tract distribué vendredi 19 novembre 2007 à la Fac de Bayonne. Informations complémentaires : www.mrafundazioa-alda.org/article-13833410.html)

**LE RED,
C'EST ÇA !**



*Militants du RED
Action pro-peine de mort*



*Hommage du RED au
collaborateur nazi Brasillach*

Fac de Bayonne :
QUI SE CACHE DERRIÈRE LE RED ?
Nor eskatzen da REDen atzean

Thomas Fontana, porte-parole local du RED

Thomas Fontana préfère jouer l'ambiguïté sur le campus Bayonnais. Il récuse le qualificatif d'extrême-droite et met en avant son engagement derrière Philippe de Villiers pour laisser entendre qu'il fait partie de la droite classique. Mais Thomas Fontana semble plutôt se retrouver dans le sillage de Guillaume Peltier, jeune numéro deux du MPF qui a violemment durci le discours de Philippe de Villiers et qui l'a notamment poussé à reprendre l'étendard de l'islamophobie ouvertement revendiquée.



*"Aurten,
REdek antolatu dut omenaldi bat,
parlamentuaren aurkako manifestaldian,
1934ko otsailaren 6an,
hil ziren
militante faxista eta erregezaleei"*

Recompositions dans l'extrême-droite française : savoir s'y retrouver

Guillaume Peltier est l'ancien directeur adjoint du Front National de la Jeunesse, et quittera le Front National en s'inscrivant sur des positions plus clairement ancrées à l'extrême-droite que Jean-Marie Le Pen. Il collabore notamment avec le GUD et la mouvance identitaire, et fraye avec Bruno Mégret. Il théorise l'entrée au MPF de Philippe de Villiers à la fois pour des raisons tactiques (De Villiers présenté comme Droite classique a plus de chances de gagner que Le Pen, définitivement condamné à être ostracisé) et parce que De Villiers accepte de s'engager à fond dans le créneau anti-islam, au moment où Le Pen visant l'électorat populaire des banlieues, choisit de moins mettre en avant cette thématique-là.

Selon certaines sources, les militants actuels du MPF de Philippe de Villiers proviennent aujourd'hui à 40 % des rangs du Front National et du MNR de Bruno Mégret.

"Le Pen, ami de l'islam"

Thomas Fontana quand à lui est un proche de l'activiste local d'extrême-droite bien connu Denis Greslin. Ce dernier, ancien leader local du Front National puis du MNR, a justement quitté ces partis parce qu'il considère qu'ils ont baissé la garde contre ce qui est à ses yeux le danger prioritaire : les musulmans (qu'il

nomme la "secte mahométane"). Animateur du site sulfureux SOS-Racaille, il crée ensuite une association spécialisée dans le combat anti-islam (sa devise est "J'aime la liberté, je combats l'islam") qu'il nomme Occidentalis.

Voyons ce que dit Denis Greslin : "Villiers est le seul à avoir osé briser le tabou, en attaquant l'islam de front. Ses propos sont clairs, sans ambiguïté. En cela nous ne pouvons que le soutenir (...) Quant à Le Pen... Ceux qui soutiendront encore qu'il est un résistant à l'islam sont soit aveugles, soit complices. Chacun de ses passages télévisés nous confirme ce que nous martelons depuis des années, Le Pen est un ami de l'islam (...)"

Et où peut-on lire ces propos révélateurs des raisons de l'engagement ou du soutien de la frange la plus extrême de l'extrême-droite derrière Philippe de Villiers ? Justement dans le blog "France d'abord" dont l'animateur unique n'est autre que Thomas Fontana. Son blog fait d'ailleurs un lien direct avec le site d'Occidentalis, et avec une série d'autres sites d'extrême-droite, dont celui de l'Action Française qui situent Thomas Fontana dans la tendance "monarchiste et chrétienne intégriste" du RED.



Libre

Olagarroa

Gaur trenean joan naiz lanera. Oinez etxetik geltokira, oinez gelto-
kitik laneko lekura. Autoa garajea
utzi dut. A zer lasaitasuna, zer aska-
tasun sentrazioa. Trenean pausan
bezala noa, tentsiorik gabe, autoa
gidatzean ukaiten ditugun tentsiorik
gabe. Egunkari bat edo liburu bat
irakurri, autoan egin ez dezakedan
bezala, mp3 irakurgailutik musika
edo irratia ezarri eta fresko-freskoa
heldu naiz lanera. Oinez, hamar-
hamabost minutu behar dut, baina
gure osagarriarentzat beharrezkoa
omen da egunean oren erdi batez
oinetz ibiltzea. Gorputza lasaiago
sentitzen dut, pausatago. Gauza
bera etxeratekoan.

Argumentu ekologikoak edota
ekonomikoak ere inportanteak dira.
Gutxiago kutsatzeak ematen duen
sentrazio atseginak oraino gehiago
goxatzen nau. Autoan oharkabean
xahutzen den diru hori baino anitz-
ez merkeago ateratzen zait, gaine-
ra, treneko harpidetza.

Autoarengandik aske. Zinez goxo
da. Auto lerroetatik urrun, argi
gorriak eta bidegurutzak aparte
utziz, beste autoetako gidarien
urguilu edo umore txarra ahantzi-
rik, ederragoa da lanerako bidea.

Batzuek erranen didate trenen
ordutegiek mugatzen didatela
eguna antolatzeaskatasuna. Eta
nago ez ote nauen horrek oraino
askeago egiten. Paradoxa da. Baina
autoak nahi dugunean nahi dugun
lekura joateko askatasuna ematen
digunean, askatasun horren preso
bihur gaitezke. Hots, tenore finkorik
ez badugu errespetatze beharrik,
ustekabean uste baino berantago
joanen gara.

Atx! Kontzeptu konplikatueta
sartzen naiz, hain labur eta argi
azaltzeko paradoxa hori. Laburbil-
duz, gorputza askeago sentitzen da
autoaren esklabo izan gabe.

□

COORDINATION NATIONALE

La loi LRU...

... dite "de libertés et responsabilités des universités"



Une coordination nationale universitai-
re, rassemblant 36 délégués mandatés par
21 universités, s'est réunie les 27 et 28
Octobre à Toulouse suite à une nouvelle
attaque du gouvernement contre le servi-
ce public de l'enseignement supérieur: la
loi Pécresse, dite "de libertés et responsa-
bilités des universités" (LRU).

Cette loi permet un désengagement
financier de l'Etat au profit des entreprises
et des intérêts privés. Par leur présence
accrue dans les conseils, ils influenceront
forcément le contenu des cours. Les uni-
versités auront ainsi moins de finance-
ment pour les filières considérées comme
non-rentables par les nouveaux finan-
ceurs. Elles seront gérées comme des
entreprises sur des bases de rentabilité:
mise concurrence des universités et des
personnels, précarisation et dégradation
des conditions de travail et des salaires,
concentration des pouvoirs au sein des
conseils d'administration et dans les mains
du président de l'université. La loi instaure
également une pré-sélection des lycéens à
l'entrée de l'université.

Ce démantèlement de l'enseignement
supérieur est encadré par le processus de
Bologne, initié en 1999, dont l'objectif
principal est la mise en concurrence des
universités à l'échelle européenne (d'où
aujourd'hui des frais d'inscriptions à 1000
euros en moyenne en Allemagne et au Por-
tugal, à 3000 euros en Italie)

C'est pourquoi, nous exigeons l'abroga-
tion inconditionnelle et immédiate de la
LRU et nous nous prononçons :

√ Pour un vrai droit à l'éducation et à la
formation pour tous.

√ Pour la défense des statuts des person-
nels d'université, pour la titularisation des
personnels précaires.

√ Contre la privatisation de l'université
publique et la politique de pénurie budgé-
taire, pour le réengagement financier mas-
sif de l'Etat, pour l'augmentation des aides
sociales étudiantes, pour la construction de
logements sociaux à hauteur des besoins.

Mais cette loi n'est pas isolée. Ce gou-
vernement est résolu à nous imposer un

mouvement social d'ampleur historique.
Nous ne devons pas faire son jeu qui con-
siste à dresser les uns contre les autres les
travailleurs et les étudiants, le public et le
privé, les Français et les étrangers. Tout au
contraire, alors qu'un large mouvement
social se dessine dans tout le pays, alors
que le 18 Octobre les salariés de la SNCF,
de la RATP et d'EDF-GDF ont montré qu'ils
étaient disponibles pour lutter, nous
devons articuler nos revendications.

C'est pourquoi nous sommes décidés à
nous battre :

√ Pour le rétablissement des 22 000
emplois de fonctionnaires (dont 11 200
dans l'Education Nationale) liquidés dans le
budget 2008 et des 25 000 postes suppri-
més au cours des cinq années précédentes.

√ Contre le démantèlement des services
publics.

√ Contre la privatisation de la Sécurité
sociale et les franchises médicales.

√ Pour la défense des régimes spéciaux
de retraites, les 37.5 annuités pour tous, la
retraite à 60 ans à taux plein.

√ Pour l'abrogation des lois anti-immi-
grés, CESEDA et Hortefeux; une carte d'é-
tudiant = une carte de séjour.

√ Pour l'amnistie de tous les réprimés
des mouvements sociaux.

Nous sommes déterminés à construire la
mobilisation dans nos universités et nos
lycées, et l'unité d'action avec les salariés.
Au rouleau compresseur du gouverne-
ment, nous opposons la convergence de
tous les secteurs attaqués, qui seule pour-
ra le faire céder.

Nous appelons les universités à cons-
tituer la grève avec piquets de grève dès
que possible, comme seul moyen pour
gagner, et à bloquer les CA pour empêcher
l'application de la loi.

Nous appelons aux manifestations des
30 Octobre, 8 et 20 Novembre, et à toutes
autres initiatives lancées par les salariés.

□

Une structure locale de proximité

Dispositif Local d'Accompagnement (DLA)

Favoriser la consolidation, la pérennisation et le développement des activités d'utilité sociale et des emplois dans les structures de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le Dispositif DLA est un dispositif territorial d'appui aux activités et services d'utilité sociale portés par les associations, structures coopératives ou celles de l'insertion par l'activité économique.

Initié par l'Etat et la Caisse des dépôts, il bénéficie également du soutien du Fonds Social Européen (FSE), ainsi que de nombreuses collectivités locales.

CIBLE :

Les structures d'utilité sociale créatrices d'emplois :

- √ associations,
- √ structures de l'Insertion par l'Activité Economique,
- √ structures coopératives.

OBJECTIFS :

- Permettre aux structures de :
- √ maintenir et développer leurs activités et leurs emplois sur un territoire,
 - √ favoriser leur consolidation économique et leur professionnalisation.

PRINCIPES :

Une démarche volontaire.

C'est la structure qui contacte le DLA afin d'identifier ses besoins sur la base d'un diagnostic.

La prise en charge de l'accompagnement.

Le DLA :

- √ propose un plan d'accompagnement,
- √ s'appuie sur les ressources du territoire (collectivités, services de l'Etat, réseaux associatifs, experts bancaires et financiers...),
- √ finance des journées de conseil.



"DLAren bidez, elkarteek aholku zerbitzuak, urririk lortzen ahal dituzte."

La garantie de l'expertise

Les journées financées sont réalisées par des consultants repérés en fonction de leurs

compétences, de leurs connaissances du milieu associatif et des secteurs d'activités.

Ils sont sélectionnés par appel d'offre.

Un suivi systématique.

Le DLA suit l'évolution de la structure et reste à son écoute après l'intervention du consultant.

L'intervention du DLA est personnalisée et adaptée aux besoins de chaque structure tout en tenant compte :

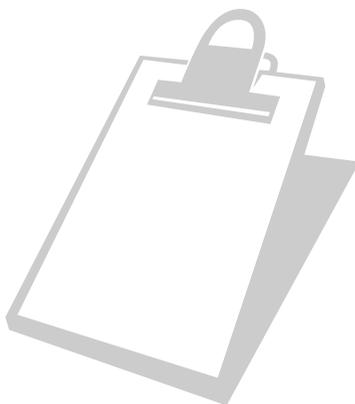
- √ du territoire : ses réalités et contraintes...
- √ du secteur d'activité : évolution réglementaire, présence de réseaux, financements spécifiques...
- √ des partenariats : existants ou à créer, diversification...
- √ de l'organisation interne : la démarche participative est primordiale.

CONCRETEMENT :

Toute association ayant au moins un salarié peut présenter une demande à Initiatives Instep (initiatives.dla64@free.fr / 05 59 30 72 38).



L'Agenda de la Fondation



Alda'ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Cycle communication et expression orale :

Le stage de formation à la communication et à l'expression orale en réunion ou devant les médias, avec **Manu Marañon Uriarte**, Diplômé de L'Université de Droit de Deustu, Spécialiste et conseiller en expression orale, débutera ce vendredi 23 novembre à 18h00 au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne.

Il ne reste plus qu'une place à ce stage, gratuit et intégralement en euskara.

Cycle Histoire du Pays Basque

- De la préhistoire à la fin de la romanisation, avec **Philippe Mayté** : vendredi 7 décembre à 19 h30

- Le Royaume de Navarre, avec **Antton Currutcharry** : samedi 8 décembre à 14h30

- L'époque moderne, avec **Peio Etcheverry** : samedi 22 décembre à 10h00

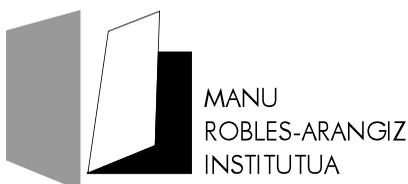
-L'époque contemporaine, avec **Peio Etcheverry-Aintchart** : samedi 22 décembre à 14h30

Sessions gratuites de deux à trois heures maximum, inscriptions et renseignements au 06 14 99 58 79 ou à ipar@mrafundazioa.org

Débat contradictoire :

"Les enjeux du Traité Modificatif et de la construction européenne".

Vendredi 21 décembre à 19h00.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda'ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



qui voulons-nous vivre et comment

l'élevage et dans la vie quotidienne. Autre moment très émouvant, lorsqu'une éleveuse de chèvres évoque sa relation avec ses animaux. Aux côtés des pieuvres ou des manchots, les vaches sont très présentes avec la question des races disparues: la Froment de Léon, la Flamande, la Bordelaise, l'Armoricaine, la Béarnaise, la Casta, la Mirandaise, la Villard-de-Lans, la Ferrandaise et bien d'autres encore comme la Bétiso de nos montagnes labourdines (1), tout a été programmé pour leur disparition dans ce grand mouvement progressiste d'après-guerre, celui de la rationalisation. Le rapport

dire dans les termes d'une prédiction qui traduit la profonde connivence du destin des hommes et du destin des bêtes. Le visiteur la lit au détour de l'exposition et ce n'est pas la moindre des bonnes surprises qu'elle nous réserve: «Plus il y aura de vaches dans le paysage, plus on aura envie de parler de langues; et plus on parlera de langues, plus on aura envie de ne pas voir que des Holstein dans le paysage», affiche une maquette présentant l'évolution des races de vaches en France. Le commentateur ajoute: «Pour trouver le "commun", on avait pensé qu'il fallait réduire au dénominateur commun: la

questions posées par la création d'un parc national sur le territoire de la Guyane. La démarche passe par une demande faite aux Amérindiens d'aider à penser les différentes manières d'entrer en relation avec ce que l'homme blanc appelle nature qu'il sépare radicalement de la culture. Donc d'interroger la langue et les mythes des «indigènes» pour trouver la voie qui permettrait de faire converger les intérêts des hommes, des arbres, des bêtes, des gardiens et des dieux, se rapprocher la nature en se réappropriant la tradition, cultiver une nature-culture. Agir sur la nature seule comme les projets occidentaux souvent le proposent, ne fait que prolonger les causes de sa mise en danger.

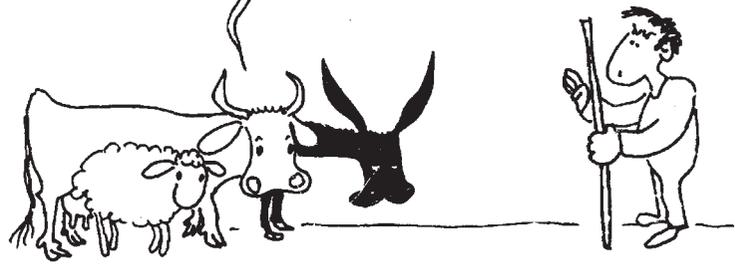
hommes» à Bayonne à l'occasion du prochain Lurrrama? L'idée pourra paraître utopique au premier abord, mais avec l'implication sérieuse d'une collectivité locale et du Muséum d'histoire naturelle sur le site de la plaine d'Ansot toute proche, la proposition mériterait d'être creusée. La rencontre et le dialogue qu'elle ne manquera pas de susciter entre intellectuels, acteurs de terrains, associations, décideurs et élus constitueraient un événement d'une ampleur sans précédent.

Arnaud Duny-Pétré

(1) Jean-Pierre Seiliez et aujourd'hui son fils ont beaucoup œuvré depuis 40 ans pour le maintien de cette race autochtone. En Hegoalde, une démarche est aujourd'hui à l'œuvre pour la préservation de plusieurs animaux d'élevage menacés d'extinction.

■ Bêtes et hommes, exposition jusqu'au 20 janvier 2008 à la Grande halle de La Villette, Parc de La Villette, Paris XIX^e, Métro Porte de Pantin (ligne 5). Ouverture du mardi au vendredi de 10h à 18h, samedi et dimanche de 11h à 19h. Info. et réservations: 0892 684 694. www.betesethommes.fr

DE NOTRE CÔTÉ NOUS PRÉPARONS
UNE AUTRE EXPOSITION:
"HOMME ET BÊTE... A LA FOIS!"



du zootechnicien Quittet dénombre en 1960 30 races et plaide pour un effort de réduction: 3 devraient suffire! Depuis les années 70, les vaches commencent à revenir dans un mouvement porté par la revendication et la défense des «particularismes locaux», comme on dit à Paris: vaches, métiers, coutumes, diversité génétique, résistance politique, un réseau hétérogène d'acteurs va s'associer pour générer d'autres manières de vivre ensemble. Ce qui ressort de cette histoire peut se

langue française, la citoyenneté républicaine, la Prim'Holstein tout terrain, l'animal producteur de viande, la terre où passe le tracteur, la pratique agricole commune, le paysan».

Agir sur la nature seule ou cultiver un navire-citerne?

«Bêtes et hommes» fait évidemment le lien entre nature et culture vécue par ceux qui l'habitent et cela constitue même le point d'aboutissement de l'exposition avec un chapitre consacré aux

Avec qui voulons-nous vivre? s'impose aujourd'hui comme le problème qu'il s'agit de résoudre, ce que ne prétend évidemment pas faire l'exposition. La question du «nous» est loin d'être close. Certains veulent vivre avec des ours, d'autres pas. On veut bien conserver les corbeaux, mais qu'ils aillent loin de mon chez moi. En Pays Basque, les vautours étaient des alliés des éleveurs. Trop nombreux, ils deviennent indésirables. La multiplicité des acteurs intéressés caractérise aujourd'hui les conflits et les débats: éleveurs, écologistes, scientifiques, amateurs, agriculteurs, touristes, habitants et animaux? Qui doit-on protéger et comment doit-on le faire? Comment les humains décident-ils de ceux qu'il faut protéger? Qui sont les élus et les électeurs? Quels sont les motifs invoqués pour justifier d'une élection? Quel en est le prix et qui est désigné comme devant l'assumer? Les animaux nous obligent. Ils imposent des choix. Il n'est bon-bec que de Paris... Trop peu nombreux seront les habitants de notre pays qui auront l'opportunité de parcourir cette remarquable exposition. Mais pourquoi ne pas faire venir «Bêtes et



Vinciane Despret, psychologue et philosophe des sciences, commissaire scientifique de l'exposition

travailler avec des animaux d'élevage

(on et le développement), Jocelyne Porcher est spécialiste des relations entre homme et animal dans les systèmes d'élevage

sont moins les finalités du travail que ses moyens. Le motif de l'engueulade n'est pas l'abattoir, ce sont les conditions immédiates du travail: c'est le mauvais boulot ordinaire en systèmes industriels qui ruine les animaux, les prive de leur monde et fait de leur existence un non sens absolu. Ce mauvais boulot peut-être clairement identifié à partir de l'expression du bon boulot. Celui qui fait dire à un éleveur: «Quand les bêtes vont bien, ça donne du bonheur aux gens qui les élèvent». Le bon boulot avec les animaux, c'est d'abord du bonheur partagé. Car bien souvent, on ne travaille pas avec les animaux pour gagner de l'argent, on gagne

de l'argent grâce à eux pour pouvoir vivre avec eux. Ce qui prime, c'est le lien. Ce lien extraordinaire, inattendu, fabuleux avec les animaux, dont les éleveurs peuvent mesurer toute la richesse, précisément parce qu'ils travaillent avec les bêtes, qu'ils se laissent affecter, transformer et conduire par eux, tout autant qu'ils les conduisent. Le bon boulot, c'est donner confiance et faire confiance à chaque animal en particulier, mais également au collectif de travail que forme l'ensemble des animaux: «Dans le troupeau, il y a un échelonnement de valeurs, de responsabilités; celles qui montrent le chemin, les meneuses, ce sont les plus proches collaboratrices de l'homme. Les vieilles

éduquent les jeunes dans leurs attitudes par rapport à l'éleveur, elles ont l'habitude, elles ont la confiance». Les animaux ont des valeurs, ils sont responsables, les vieilles éduquent les jeunes au travail! Voilà des critères du bon boulot refusé à notre travailleuse engueulée. Car en systèmes industriels, les truies tout au contraire, «font exprès d'écraser les porcelets». Elles sabotent le travail et «s'en foutent» des travailleurs et de leurs problèmes. Elles n'ont aucune reconnaissance et ne disent pas merci. Il n'y a pas de jeunes à éduquer car il n'y a pas de vieilles. On est vieille très jeune quand on est truie dans ces systèmes. Alors les jeunes sont cons, elles ne sa-

vent pas ceci et, pire que tout, elles ont peur des travailleurs. Quelle claque! Quelle offense pour la dignité, que l'on élève des vaches ou des cochons, que de voir ses animaux s'enfuir à notre arrivée, reculer à notre approche, nous regarder avec méfiance ou méchanceté. Quel gâchis aussi! Car élever, c'est faire grandir, mais aussi grandir soi-même. Grâce au travail avec les animaux, chaque jour, apprendre. Et vivre intensément en sachant par notre corps engagé dans l'action avec celui des animaux, que la mort est au bout. Elle n'est pas le but, mais elle sera la fin. Cela n'empêche ni le travail, ni l'amour, ni la beauté.

Jocelyne Porcher

Candidatures d'Euskal Herria Bai aux élections cantonales

AUX élections cantonales de 2008, les partis Abertzaleen Batasuna, Batasuna et Eusko Alkartasuna se présenteront ensemble, sous la coalition Euskal Herria Bai, dans la continuité de l'expérience positive des élections législatives.

Dans leur grande majorité les habitant(e)s du Pays Basque Nord revendiquent chacun à leur manière et à des degrés divers leur basquitude, leur attachement à ce pays, leur volonté de se prendre en main et d'aller vers plus de souveraineté en développant leur pouvoir de décision pour un avenir commun.

Alors qu'à ce jour toute reconnaissance institutionnelle est refusée au Pays Basque Nord, ces élections cantonales qui ont pour objet de désigner les représentants au Conseil général de Pau mettent en exergue cette situation de négation du Pays Basque.

Face à cela, canton par canton, la coalition d'Euskal Herria Bai adresse-

ra aux habitant(e)s un message fort et positif sur l'existence et la reconnaissance de ce Pays. Revendiquant la dimension nationale du Pays Basque et le droit pour ses habitant(e)s de décider de leur avenir par des voies politiques et démocratiques, la coalition Euskal Herria Bai:

- défend clairement l'identité spécifique de ce Pays,
- et présente un projet de société basée sur la justice sociale pour tous les habitant(e)s.

Lors de ces élections cantonales, le sens de la candidature Euskal Herria Bai se fonde sur trois éléments:

- en tant qu'abertzale, la reconnaissance du Pays Basque en tant que Pays et un cadre institutionnel aux compétences larges pour le Pays basque Nord. Ce cadre institutionnel devra nous permettre de maîtriser notre avenir en nous dotant des domaines de compétences nécessaires: développement économique, aménagement du territoire, relations dites «transfrontalières», politique linguistique et culturelle.

- d'un point de vue progressiste, des conditions dignes de vie et de travail pour tous et toutes et les outils politiques et démocratiques nécessaires au développement équilibré de ce Pays. Au delà des réalités de cantons souvent découpés artificiellement, nous privilégions la vision globale d'un territoire et l'intérêt de tou(te)s ses habitant(e)s. Qu'il s'agisse de projets pour la création d'emploi, de gestion de l'eau ou des déchets, d'action culturelle, de transports, d'habitat, ou de relations producteurs/consommateurs nous revendiquons les principes de solidarité côte/intérieur, de complémentarité et de mutualisation des ressources.

- de même, étant abertzale et progressiste, la coalition Euskal Herria Bai s'engage en faveur d'une réelle démocratie participative au service de l'ensemble de la population. Cela veut dire notamment:

- que nous rejetons le clientélisme, attitude déplorable d'une grande par-

tie de la classe politique (attitude qui s'exerce par exemple sur les maires par le chantage aux subventions départementales pour tout projet municipal d'envergure).

- que nous nous joignons à la demande de milliers de citoyen(ne)s en faveur d'une consultation sur le département basque.

- que nous refusons les méthodes de passage en force sur des projets tels que la 2x2 voies.

Nos expériences militantes sur de nombreux terrains nous ont appris que toute avancée sociale, tout changement politique est le fruit d'un combat, de la mobilisation de la société et ne vient pas uniquement «d'en haut». Tout en se présentant aux élections nous revendiquons une autre manière de faire de la politique où les citoyen(e)s, les mouvements sociaux, syndicaux ou associatifs ont leur mot à dire par des lieux, des moments et des procédures de concertation, de débat et de co-décision.

PRESO

■ **Pas de pitié pour Maiana.** Le procureur, le 30 octobre, avait requis cinq ans et demi de prison à l'encontre de la jeune Senpertar Maiana Mendiboure, accusé de participation à ETA. Elle comparait libre pour des faits remontant à 2002, ayant amené son arrestation et une brève incarcération en février 2007. Le procureur n'avait pas demandé de «mandat de dépôt» à l'audience suivante. C'est pourtant ce qui lui est arrivé le 1^{er} novembre. Maiana, condamnée à quatre ans de prison, a été arrêtée à l'audience, et incarcérée.

■ **Drapeau subversif.** Ce 14 novembre, l'Audiencia nacional a condamné deux supporters de la Real de Donostia, pour «apologie du terrorisme», à un an de prison chacun. Ils avaient brandi un drapeau sur lequel figurait le logo d'ETA.

■ **Toujours la torture.** Présentant le 14 novembre à Madrid le Rapport annuel d'Amnesty International (AI), la correspondante d'AI pour l'Espagne Rachel Taylor a dénoncé le laxisme des autorités espagnoles sur l'usage de la torture: «Les actes de torture et autres mauvais traitements commis par des agents de la police en Espagne, ne sont pas des faits isolés. Ce n'est peut-être pas une pratique habituelle, mais malgré les engagements pris par l'Espagne, elle n'y met pas fin».

■ **Perquisition à la Garzón.** Des perquisitions menées le 14 novembre dans trois bars associatifs de la côte basque doivent être rapprochées de celle du 24 septembre au «Kalaka» de Garazi. Ce jour-là, les juges d'instruction anti-terroristes avaient fait procéder à une vaste opération dans la zone, conduisant à l'arrestation de sept personnes, dont cinq sont toujours détenues dans les prisons françaises et deux expulsées vers l'Espagne. Il s'agissait officiellement d'une enquête sur les attentats contre le complexe hôtelier Ostape tenu à l'époque par Alain Ducasse.

Cette fois-ci, le lien n'est pas aussi évident. Il se dit que les comptabilités saisies au Xilko de Bayonne, au Tana de Ciboure et au Kanttu d'Hendaye seraient examinées sous l'angle d'un financement d'ETA. Les trois bars, montés par des bénévoles de la gauche abertzale, ont un statut associatif, et s'apparentent aux Herriko Taberna de l'autre côté, dans le collimateur du juge Garzón. Les perquisitions ont duré plusieurs heures. Les gérants ont été entendus par la police. Mais, contrairement au Kalaka, il s'agissait ici d'une «enquête préliminaire» du parquet de Paris, hors du regard des juges Le Vert et Houyvet... pour le moment.

Des rassemblements ont eu lieu devant les bars concernés, sous le

contrôle de forts contingents de police. Un appel à protester a été lancé par Askatasuna pour samedi, et dimanche 18 pour une opération-escargot de Hendaye à Bayonne.

■ **Le Conseil de l'Europe contre les «listes noires».** Un rapport de la Commission des questions juridiques et des Droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe critique la façon dont l'ONU et l'Union européenne (UE) ont dressé la liste des personnes et organisations dites «terroristes». Ces «listes noires» fichent 487 personnes pour celle de l'ONU et 54 sur celle de l'UE, dont une vingtaine de Basques et des organisations abertzales telles que Segi, Gestoras Pro Amnistia et Batasuna.

C'est à partir de certains cas où les tribunaux ont reconnu l'absence de lien avec le terrorisme que ce Rapport a été établi, dénonçant «la dérive dangereuse de démocraties dans l'usage de l'arbitraire en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme». Il a été rendu public le 13 novembre.

Dû au Suisse Dick Marty, ce rapport rappelle celui du même auteur révélant l'existence de centres illégaux de détention de la CIA en Europe, reconnue plus tard par la communauté internationale.

■ **ANV deux fois spolié.** Alors que la

«Loi sur la mémoire historique» censée liquider le franquisme vient d'être votée par les Cortes, voilà que le parti abertzale ANV gravement spolié par Franco se trouve exclu de toute compensation financière! Ainsi en ont décidé le PSOE et le PP le 12 novembre par un amendement à la «Loi de restitution des droits et des biens confisqués entre 1936 et 1939», votée à l'unanimité en 1998 à l'initiative de... Jose Maria Aznar... L'amendement exclut de tout dédommagement «les partis déclarés illégaux, dissous ou judiciairement suspendus» mais aussi ceux dont «certaines candidatures ont été annulées en application de la Loi des partis». Ce qui est le cas de ANV, sanctionné pour des listes jugées reproduire celles de Batasuna. ANV se voit ainsi privé d'une somme de 700.000 euros allouée en avril 2003 par le tribunal suprême, pour un immeuble lui ayant appartenu à Barakaldo.

Action Nationaliste Basque (ANV), représentée en 1936 dans le gouvernement Agirre, a perdu 550 militants dans la guerre. Elle possédait 80 locaux dans les quatre provinces.

Il est à noter que, lors du débat, le sort de l'Institut Cervantes de Paris a été évoqué. Le PNV réclame sa restitution. Mais le PP s'y est opposé car cet édifice «n'a jamais été au PNV, mais au gouvernement basque, il appartient donc à l'Espagne».



Carnets d'Irlande : un exemple à ne pas suivre pour le Pays Basque (première partie)

SANS doute vais-je heurter les nombreux irlandophiles (dont je me réclame) en écrivant ces lignes. En vacances en famille pour la 3^{ème} fois dans ce beau pays qu'est l'Irlande, nous étions curieux de voir sept ans après notre dernière visite, son évolution. Déjà, le décollage économique était évident pour le néophyte labourdin que j'étais.

Incontestablement, la réussite économique crève les yeux: toutes les régions profitent à plein du développement. Avec une population de plus de quatre millions d'habitants pour une surface de 84.000 km², l'espace à investir est vaste.

Les Irlandais sont très fiers de leur réussite économique et remercient volontiers l'Europe qui y a largement contribué. Ils n'oublient pas, qu'il n'y a pas si longtemps, ils étaient vraiment pauvres. Ils conservent dans leur mémoire collective les terribles famines du 19^{ème} siècle, celle de 1845 en particulier. Ils ont le sentiment d'avoir définitivement quitté le monde de la pauvreté et de la précarité qui les avait amenés autant que les luttes pour l'indépendance à émigrer massivement.

Séjournant au début de notre périple dans une petite ville, Moulingar, à 85 km à l'est de Dublin, j'ai pu constater qu'en sept ans, ce qui n'était alors qu'une grosse bourgade, était devenue une cité dynamique avec ses centres commerciaux et ses quartiers périphériques qui ont poussé comme des champignons. Ceux-ci sont composés de maisons plutôt élégantes — rien à voir avec nos HLM — mais toutes bâties, hélas, à l'identique.

Dublin, ville cosmopolite
C'est en compagnie de centaines de gens qui partent travailler chaque matin à Dublin que j'ai pris le train sachant qu'il était très difficile de stationner dans la capitale et que le stationnement y coûte fort cher; même à Moulingar, les parkings des centres commerciaux sont payants!

En arrivant à Dublin, ce que nous redoutions s'est confirmé d'une manière évidente: «l'irlandité» a manifestement reculé au profit d'un cosmopolitisme



Trinity College de Dublin
L'Irlande a un taux d'étudiants parmi les plus élevés d'Europe

mercantile impressionnant. Le café Bewley's si réputé jadis est devenu terriblement anonyme. Une foule énorme dès le matin envahit les rues et les commerces et s'affaire activement. Les quelques magasins «irlandais» satisfont les touristes comme moi mais on ne peut constater que le consumérisme a détrôné l'authentique.

Sachant que la cuisine irlandaise n'est pas le point fort du pays, on ne s'étonne pas des centaines de cafés, restaurants et points de restauration rapide qui bor-

dent les rues, avenues et centres commerciaux. A nous de choisir entre les «kebbabs, pizzerias, chinois, Mac do et autres américains». Va pour une pizzeria qui nous semble assez bien décorée avec des peintures rappelant la Toscane. Mais, quelle ne fut pas notre surprise de constater que les huit employés étaient tous des asiatiques. A une autre occasion, dans un autre restaurant qui a priori faisait «local», tous les employés étaient des Maghrébins avec une Polonaise. Dublin est aujourd'hui plus une

grande métropole —européenne?— qu'une ville irlandaise. Elle a subi et subit encore des bouleversements sociaux-économiques considérables sous l'effet d'une mondialisation irrésistible. C'est sans doute pour cela que les «Irlandophiles» comme moi ressentent un malaise devant l'affaiblissement de la spécificité irlandaise. En plus, quand on croise des femmes voilées en noir de la tête aux pieds, visages compris, on est plutôt embarrassé. C'est alors que le modèle républicain «français» se pare

alors de toutes les vertus et qu'on est bien loin de l'esprit de la proclamation d'indépendance irlandaise de 1920!

Même en tendant bien l'oreille, hélas, on n'a pas entendu parler le gaélique, pourtant langue officielle d'un pays «indépendant». Cette situation est vraiment tragique. Bien entendu, devant cette réalité linguistique, l'Euskaldun que je suis, ne peut que s'interroger sur ce qui nous attend et nous menace en Euskal Herria. Certes, les «élites» dublinoises envoient leurs enfants dans la filière scolaire gaélique (comme Seaska), mais on a l'impression que la pratique linguistique a disparu.

Cependant, on sent bien que les autorités font ce qu'elles peuvent pour rappeler le passé récent. A Dublin, à chaque coin de rue, on trouve des statues représentant les nombreuses personnalités historiques ou culturelles qui ont contribué à la gloire ou à la renommée du pays. On peut ainsi croiser les statues de Griffith, Collins, De Valera, etc. tous combattants des guerres d'indépendance. Par ailleurs, la musique, la danse sont vivement encouragées. Et comment ne pas parler des sports nationaux comme le football gaélique et le hurling. Ils suscitent un engouement considérable. Nous avons assisté à la demi-finale de football gaélique du match Dublin contre le Kerry dans un stade comble rassemblant 80.000 personnes dans un engouement extraordinaire et passionné. 13 cartons jaunes ont été donnés par l'arbitre! Mais, à la fin de la partie, gagnants (Kerry) et perdants (Dublin), tous se sont retrouvés dans les pubs pour partager le verre de l'amitié.

Gabi Oihartzabal

Mobilisation pour l'abandon définitif de la transnavarraise

IL y a moins d'un an, nous étions 5.000 manifestants à parcourir les rues de Saint Palais, afin de montrer notre refus de la voie à grande capacité Pampelune-Salies, couloir à camions projeté par le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques et le Gouvernement de Navarre. Après avoir observé un long silence, M. Lasserre a déclaré, le 2 novembre, à *Sud Ouest* que «les conditions (n'étaient) plus réunies» pour mener à bien son projet. Les plus optimistes ont traduit que la transnavarraise était abandonnée.

Mais l'association LEIA ne trouve pas crédible cette déclaration du Président du Conseil général. Ce n'est pas la première fois que le président du Conseil général feint d'enterrer son projet et use d'effets d'annonce trompeurs pour tenter de démobiliser les opposants. Et, en novembre 2007, la période des élections cantonales approche....

M. Lasserre invoque aujourd'hui subitement des problèmes de financement, alors qu'il sait depuis longtemps que ni l'Etat ni la région ne déboursent des fonds pour un projet routier décidé et

géré par le département et la Navarre; d'ailleurs lui-même et M. Aguerre ont toujours déclaré qu'ils trouveraient sans problème des sources de financement, quitte à recourir au «partenariat public privé». De plus, il faut savoir que des dossiers déposés dans les mairies navarraises révèlent que le démarrage des travaux de l'autovia (= 2X2 voies) Pampelune-Salies est programmé pour 2010 et qu'est prévu aussi, à Burguete, un centre logistique de transport (routier) international... Enfin, un article du quotidien navarrais *Diario de Noticias* a titré récemment: «Le gouvernement (navarrais) souhaite construire la Transpyrénéenne même si elle ne se continue pas en France». Or, ce même gouvernement a conclu avec le Conseil général, en mars 2006, un accord dit «historique» pour la construction d'une voie à grand gabarit aux «mêmes caractéristiques techniques» des deux côtés des Pyrénées.

Ainsi les contradictions dans ce dossier sont et restent énormes. C'est pourquoi LEIA exige la clarté et appelle à rester vigilant et actif.

L'association demande que l'abandon du projet de transnavarraise soit annoncé de façon officielle, lors de la prochaine session plénière du Conseil général.

Elle demande également que le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, maître d'œuvre du projet global Pampelune-Salies, rompe l'accord passé avec le gouvernement de Navarre et en conclue un nouveau qui rejette le projet de voie à grande capacité Pampelune-Salies dans sa totalité. LEIA appelle à poursuivre la mobilisation. Tous les habitants soucieux d'obtenir l'abandon définitif du projet sont invités à participer à l'action des 23, 24 et 25 novembre. Il s'agit de parcourir la Basse Navarre (de Sauveterre à Lasse) par la D.933, à petite vitesse à vélo, à pied, en tracteur..., en s'arrêtant 10 minutes dans chaque village touché par le projet; lors de cet arrêt, vous êtes tous invités à venir vous informer et à vous joindre à la caravane pour manifester votre opposition au projet de couloir à camions. (cf. ci-dessous les étapes jusqu'à Larceveau).

Programme

- **Le vendredi 23 novembre:** à 20h30, à Ostabat (Haize Berri), conférence-débat, animée par deux économistes, Simon Charbonneau et Julien Milanési, sur la politique des transports routiers et leurs nuisances
- **Le samedi 24 novembre:** parcours de Sauveterre à Larceveau. Rassemblement à 9 h à Sauveterre, place de la Mairie. Arrêt pique-nique (chacun apporte de quoi manger et boire) à Saint Palais à 12h30. Arrivée à Larceveau à 17h30. Là, dans la salle municipale, soirée talo et xingar dès 18h; Kantaldi à 20h30 (avec les chanteurs Pil Pil, Xalbador eta Ildoy, Kattalin Indaburu, Peio Serbielle). Puis, soirée concert et bal organisée par les jeunes du Gaztetxe.
- **Dimanche 25 novembre:** parcours de Larceveau à Lasse. Départ de Larceveau à 9h. Arrêt pique-nique à Saint Jean Pied de Port à 12h30. Arrivée à 17h 30 à Lasse. Venez nombreux!



Caidos por dios y la patria

INSCRITS sur le marbre, ils appartenaient à un camp, celui de la «croisade» contre le communisme, béni par la hiérarchie catholique espagnole en ce mois de juillet 1936. Ils appartenaient à «l'axe du bien» et, dans la mesure où ils étaient tombés pour Dieu et pour la patrie, leurs noms ne devaient pas tomber dans l'oubli. La discrimination régnait puisque aucune mention n'était faite des autres morts de la guerre civile, ceux qui faisaient partie du camp des perdants, depuis l'humble village jusqu'au majestueux «Valle de los Caidos».

Ces plaques de marbre je les ai vues, en particulier des deux côtés de l'escalier d'honneur de la diputación de Guipuzcoa, sur le palier où il se divise en deux branches à chaque réunion d'Euskaltzaindia entre 1962 et 1975. Quelques jours après la mort de Franco des plantes vertes avaient été placées devant les plaques de marbre. Poussé par la curiosité deux ou trois mois plus tard en écartant le feuillage je vis que les deux plaques y étaient toujours. Quelques mois passèrent —six ou plus, je ne sais— en refaisant le même geste je m'aperçus qu'elles avaient été enlevées. Enfin, un an plus tard, les plantes vertes avaient disparu à leur tour. Ainsi, à la diputacion de Guipuzcoa a été décidée la fin de la discrimination. Les «croisés» retrouvaient l'anonymat auquel avaient été condamnés les perdants. Ils étaient, dès lors, tous égaux devant la mort.

En fin juillet 1987, il y a donc vingt ans, avaient lieu à Oyarzun les obsèques de l'un de mes pré-décédés à la présidence d'Euskaltzaindia

Jean Haritschelhar

l'abbé Don Manuel Lecuona. Deux cents prêtres pour le moins assistaient aux obsèques ainsi que quatre évêques, Mgr Setien, évêque de Saint Sébastien présidant la célébration. Au cours de l'homélie Mgr Setien, en tant qu'évêque et responsable du diocèse, demanda publiquement

«Mgr Setien, en tant qu'évêque et responsable du diocèse, demanda publiquement pardon au nom de l'Eglise pour son comportement envers Don Manuel Lecuona et d'autres prêtres au cours de la guerre civile»

pardon au nom de l'Eglise pour son comportement envers Don Manuel et d'autres prêtres au cours de la guerre civile. Et il ajoutait qu'il voulait rendre hommage à ces prêtres fidèles à leur foi et à Dieu qui, comme Don Martin Lecuona, frère du défunt, avaient été fusillés par les franquistes après qu'ils se furent emparés du Guipuzcoa et de la Biscaye. A cette époque l'Eglise s'était tue, sauf l'évêque de Vitoria, Don Mateo Múgica, qui avait la responsabilité des trois provinces basques, puisque les évêchés de Saint Sébas-

tien et Bilbao ne furent créés que plus tard, et qui, de l'exil auquel il avait été condamné, lança son cri de vérité dans le livre qu'il publia «*Imperativos de mi conciencia*». De Mgr Mugica à Mgr Setien l'Eglise basque ne se taisait pas.

Ils sont au nombre de 498 ces prêtres, religieux et religieuses espagnols qui viennent d'être béatifiés à Rome. L'Eglise a voulu élever au rang de bienheureux des hommes et des femmes qui ont fait le sacrifice de leur vie au nom de leur foi et de leur Dieu et je ne pense pas que la patrie soit en jeu dans ce cas. Il faut reconnaître que la période de la II^{ème} République en Espagne (1931-1936) fut orageuse avec assassinats de prêtres, incendies d'églises et de couvents et que le début de la guerre civile ne fut pas moins brutal. En tant que chrétien j'admets et je reconnais cette béatification, mais je n'en ai pas moins le droit d'affirmer haut et fort que la discrimination établie par le pouvoir franquiste, l'Eglise la continue avec cette béatification. Les 18 prêtres basques fusillés par la croisade faite au nom de Dieu et de la patrie pour avoir été aumônier d'un syndicat de travailleurs comme Martin Lecuona, ou défenseur de la langue et la culture basque comme Aitzol, ne seraient donc pas morts pour leur foi dans le Christ et leur engagement au sein de l'Eglise. Or, ce qui est pire, ce sont des «croisés», des chrétiens donc qui ont fusillé des prêtres basques. Il faudra bien qu'un jour l'Eglise espagnole reconnaisse cette faute grave et que cesse enfin cette stupide discrimination qui donne aux uns et pas à d'autres l'accès à la sainteté.

Sur votre agenda

Azaroa:

✓ **Vendredi 23, 19h, BAIONA** (MVC du Polo Beyris). **Same-di 24, 11h** (Musée gBasque). 25 novembre: Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

✓ **Samedi 24,**

BAIONA. Baiona Kantuz.

✓ **Mardi 27, 18h30, BAIONA** (Ecole d'art de la communauté d'agglomération de Bayonne-Anglet-Biarritz, 3 rue Caroline Rimbart). Conférence d'Eric Poitevin, artiste.

ABONNEZ-VOUS

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Exposition Bêtes et Hommes 4 et 9
 - Candidatures d'EH Bai aux cantonales 10
- Cahier n°2 «Alda!» . . . quatre pages de 5 à 8

Le parc «écologique» de la Barre

Quand les shadoks anglois persistent et signent

IL y a plusieurs années, l'association Cinq-Cantons/la Barre avait fait appel aux shadoks pour rendre évidente aux yeux de tous les absurdités du projet dit «Port Chiberta».

Déçus de n'avoir pu concrétiser leur projet de bétonnisation massive, les élus anglois se sont demandé de quelle manière ils pourraient parvenir à leurs fins et détruire l'espace remarquable de la Barre. C'est alors qu'ils ont inventé le béton/goudron à caractère «écologique».

A la Barre, il existe des plantes rares? On les écrase et on construit dessus une maison de l'environnement où l'on montrera au public des

photos des plantes qu'il faut préserver. A la Barre, il y a une aire de repos pour les oiseaux? On la remplace par des aires de repos pour les voitures des visiteurs venus apprendre comment on doit respecter la nature. Génial non?

Plus shadok que ce parc «écologique» tu meurs!

Il n'est pas interdit de penser, qu'éblouis par tant de compétences, les autres municipalités ne fassent appel aux services de leurs brillants collègues. On imagine déjà le Port-Vieux asséché et bétonné, accueillant, sur l'esplanade qu'il est devenu, le musée de la côte basque avec photos du site tel qu'il

fut et commentaires sur sa fragilité. Faut-il rire ou pleurer?

Il faut, en tout cas, se rappeler qu'Anglet perd doublement dans l'histoire: nous perdons un joyau dont Anglet aurait pu tirer brillamment parti alors que s'amorce une prise de conscience véritablement écologique.

Nous perdons l'argent public dépensé pour cette entourloupe.

S'il y avait un prix à décerner, serait-ce seulement un prix de shadokerie?

Colette Pince
co-fondatrice et longtemps animatrice de l'association Cinq-Cantons/la Barre

Courrier

CHER Enbata, Bravo pour la publication de cette remarquable interview qui associe si bien Basques et Flamands.

Je vous envoie l'article que j'ai rédigé pour la Quotidiana, notre journal en langue romanche des Grisons suisses, reprenant les grandes lignes de l'entretien

de Ludo Docx dans Enbata du 11 octobre 2007.

Votre lecteur reconnaissant

Guiu Sobiela-Caanitz